



Forte escalade des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis

Par [John Chan](#)

Mondialisation.ca, 21 septembre 2009

[WSWS](#) 21 septembre 2009

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Vendredi dernier le président américain Barack Obama a signé un décret imposant une taxe de 35 pour cent sur les importations de pneus en provenance de Chine pour trois ans, une décision risquant d'entraîner un conflit commercial majeur entre les deux pays. Cette mesure drastique de la part des Etats-Unis et la prompte réponse chinoise — des enquêtes anti-dumping pour les importations d'automobiles et de volailles en provenance des Etats-Unis — a choqué les commentateurs économiques et soulevé l'inquiétude d'une guerre commerciale à plus grande échelle. Lundi, la Chine a cité les Etats-Unis devant l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et a porté plainte contre ces taxes sur les pneus.

Si le volume commercial dont il est question ici est relativement réduit, il est cependant possible que le conflit entre la Chine et les Etats-Unis échappe à tout contrôle, comme dans les années 1930. Malgré tous les discours préalables sur la lutte contre le protectionnisme, les première et troisième économies du monde vont au sommet du G20 à Pittsburgh la semaine prochaine se trouvant sur le plan commercial dans un conflit sans issue.

Le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine n'est, parmi d'autres, que le plus spectaculaire et s'inscrit dans une tendance croissante au protectionnisme dans le monde. Tant l'OMC que le GTA (Global Trade Alert) ont publié des rapports qui avertissent de ce que les puissances du G20 continuent d'employer des mesures protectionnistes malgré l'engagement pris à Washington en novembre dernier, puis répété à Londres au mois d'avril de ne plus avoir recours à de telles mesures. Le coordinateur du GTA Simon Evenett dit au *Financial Times* : « En moyenne, un membre du G20 a contrevenu à l'engagement de non protectionnisme une fois tous les trois jours ».

La rixe américano-chinoise a déjà effrayé le marché des actions et des obligations. On craint que la Chine qui tient de vastes quantités d'obligations américaines et d'autres avoirs en dollars, ne stoppe ses achats ou ses ventes d'avoirs actuels en représailles. Mardi, l'indice FTSE de Londres tomba sous les 5.000 points et l'indice japonais Nikkei perdit plus de deux pour cent. L'indice Dow Jones de Wall Street et les obligations américaines chutèrent également.

Dans le Dialogue stratégique et économique USA-Chine, de hauts responsables des deux pays ont beaucoup parlé de l'importance de leur interdépendance économique. La Chine dépend fortement des Etats-Unis en tant que marché pour leurs exportations et Washington a besoin de Pékin pour recycler les revenus de ses propres exportations et financer l'énorme dette américaine qui va continuer à augmenter comme le montre le déficit budgétaire de 1,56 billion de dollars prévu pour cette année.

A présent le vent a tourné. Encouragé par la bureaucratie syndicale, l'United Steelworkers Union (syndicat de la métallurgie) en tête, le président Obama s'est saisi de l'arme du protectionnisme afin de détourner le mécontentement populaire à propos de la montée du chômage et de la baisse du niveau de vie aux Etats-Unis. Obama déclara dans un commentaire à l'agence de presse *Bloomberg.com* : « Nous n'aurons pas une guerre commerciale ». Mais sa décision mène précisément dans cette direction.

Le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, justifia la décision du gouvernement en se référant à la Commission américaine sur le commerce international (ITC) qui avait trouvé qu'une forte hausse des importations chinoises de pneus avaient fortement endommagé l'industrie américaine du pneu et détruit 5000 emplois. L'administration Obama rejeta la recommandation de l'ITC d'une taxe douanière de 55 pour cent et imposa une taxe de 35 pour cent, se réduisant à 30 pour cent la deuxième année et à 25 pour cent la troisième année.

L'administration américaine répand l'illusion que sa décision n'est pas protectionniste, qu'elle n'a fait que faire respecter son droit. Les exportations chinoises de pneus en direction des Etats-Unis ont fortement augmenté entre 2004 et 2008, passant de 14,6 millions d'unités à 46 millions, ce qui représente 17 pour cent du marché américain. Dans l'accord qui permettait à la Chine de devenir membre de l'OMC en 2001, les Etats-Unis avaient aussi conservé le droit d'imposer des tarifs douaniers en cas de « soudaine hausse » des importations chinoises. Ceci fut inscrit dans la section 421 de l'US Trade Act et expirera en 2013.

Les syndicats américains cependant n'ont pas de problème à utiliser les exportations chinoises comme un bouc émissaire commode pour détourner l'attention de la destruction des emplois, des conditions de travail et du niveau de vie qu'ils ont aidés à mettre en œuvre. Utilisant langage de la guerre commerciale, Leo Gerard, le dirigeant du syndicat de la métallurgie dit au *Washington Post* que les Etats-Unis ne devaient pas avoir peur de la riposte chinoise : « Tout le monde a peur de heurter son banquier. Si notre gouvernement a le courage de répliquer, [la Chine] sera perdante. »

Dans une complète indifférence vis-à-vis du sort des ouvriers chinois, les appels nationalistes réactionnaires des syndicats pour « protéger les emplois américains » ne peut servir qu'à subordonner les ouvriers américains au Parti démocrate et à bloquer toute unité avec la classe ouvrière chinoise. Selon l'association chinoise de l'industrie du caoutchouc, la taxe douanière de Washington coûtera leur emploi à 100 000 travailleurs de l'industrie du pneu en Chine.

Dans bien des cas les ouvriers chinois et américains sont exploités par les mêmes sociétés. Le porte-parole du ministère chinois du Commerce, Yao Jian, fit remarquer que deux tiers des pneus chinois exportés vers les Etats-Unis sont fabriqués par quatre sociétés américaines produisant en Chine. Comme l'ont également fait remarqué un certain nombre d'analystes, dans des conditions de production mondialisée les taxes américaines n'auront pour résultat qu'un déplacement de la production de pneumatiques de la Chine vers d'autres sites de production où l'on travaille à bon marché tels que la Corée du Sud, la Pologne et le Mexique.

Quand l'économie américaine croissait encore l'ancienne administration Bush avait en grande partie ignoré les appels des syndicats et des producteurs moins compétitifs à la prise de mesures protectionnistes. Bush avait rejeté quatre des six recommandations de

mesures contre la Chine faites par la Commission sur le commerce international.

A présent cependant, les élites dirigeantes aux Etats-Unis et en Chine se démènent pour défendre leurs intérêts aux dépens de leurs rivaux au milieu d'une tourmente économique mondiale qui ne cesse pas. Les deux pays ont mis en œuvre de vastes plans de sauvetage et de relance destinés avant tout à protéger leurs propres secteurs financiers et industriels.

Comme le notait le *Financial Times* : « Comme les Etats-Unis accusent fréquemment la Chine d'aider illégalement ses exportateurs, Pékin marquerait des points précieux en matière de propagande en lançant avec succès une contre-accusation, en particulier au vu du vaste plan de sauvetage de l'industrie automobile américaine ». Le fait que Pékin ait pris pour cible les pièces détachées automobiles n'est pas un hasard et pourrait avoir un fort impact sur les sociétés américaines. La Chine est en passe de dépasser les Etats-Unis en tant que plus important marché automobile dans le monde, ses ventes représentant 12 millions d'unités cette année, pour 10 millions de véhicules aux Etats-Unis

Le choix par Pékin des importations de volaille américaine a été également soigneusement calculé. Les exportateurs américains poussent depuis longtemps à élargir l'accès au marché chinois, qui représente déjà un cinquième de toutes les exportations américaines de volaille. Pékin cherche à défendre son propre agri-business émergent de même que des millions de petits agriculteurs. La Chine est à présent le troisième exportateur de volaille du monde après le Brésil et les Etats-Unis, mais on lui a interdit d'exporter aux Etats-Unis sous prétexte que ses normes de santé alimentaires étaient insuffisantes.

Comme les Etats-Unis, le régime chinois a délibérément encouragé des sentiments nationalistes virulents en particulier dans les couches de la petite bourgeoisie émergente, afin de détourner l'attention des divisions de classe croissantes entre riches et pauvres. Le dernier tarif douanier américain a déclenché un déversement de commentaires antiméricains et la revendication de mesures de représailles plus musclées. Le *New York Times* citait le message Internet d'un « Groupe de jeunes en colère » qui déclarait : « Pourquoi notre gouvernement a-t-il racheté tant de la dette gouvernementale américaine ? Nous devrions nous débarrasser de tous les investissements américains de cette sorte ».

La clameur nationaliste des deux cotés du Pacifique à sa propre logique. Dans un commentaire publié hier, le *Wall Street Journal* demandait : « Quelle est la signification pour l'économie mondiale que l'Amérique ait le premier président protectionniste depuis Herbert Hoover ? » Le quotidien rappela que le Smoot-Hawley Act de juin 1930 avait précipité une guerre commerciale ouverte et un effondrement désastreux du commerce mondial. « Monsieur Obama n'a peut-être pas l'intention de commencer une guerre commerciale, mais Hoover, lui non plus, n'avait pas l'intention d'en déclencher une. C'est son abdication politique qui rendit cela possible et les passions commerciales, une fois déchaînées, peuvent être impossibles à contrôler », écrit ce journal en matière d'avertissement.

Article original en anglais, WSWS, publié le 16 septembre 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [John Chan](#), [WSWS](#), 2009

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca